

S'adresser au bureau du journal de 8 heures du matin à 6 heures du soir

Rédaction et Administration

URUGUAY 26

(Imprimerie Latine)

UNION FRANÇAISE

PETIT

JOURNAL DU MATIN

MONTEVIDEO CAMPAGNE

Un mois..... \$ 1.00 or 1.20 or
Trois..... \$ 3.00 « 3.50 «
Six..... \$ 5.50 « 7.00 «
Un an..... \$ 10.00 « 13.50 «

Numéro du jour... \$ 0.06
« ancien... \$ 0.10

Les abonnements partent des 1er au 15 de chaque mois

Année IV Num 1048-968

Directeur: J. G. BORON DUBARD

MONTEVIDEO - Vendredi 23 Novembre 1894

REVUE COMMERCIALE

MARITIME ET FINANCIERE

PUBLIÉE PAR

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE DE MONTEVIDEO

Ainsi que nous l'avons prévu, la transaction conclue *ad referendum* entre le gouvernement oriental et le fondé de pouvoirs de la maison Baring a été votée sans modifications par le Sénat. La discussion même en a été singulièrement abrégée, soit qu'on ait jugé la discussion épuisée, soit qu'on ait reconnu l'insuffisance des efforts qui pourraient être tentés pour changer en quoi que ce fut les bases de l'arrangement projeté.

Personne ne se plaindra qu'on en ait fini avec une des questions litigieuses qui entravaient encore la marche du pays. Au cours de la deuxième discussion et au moment du vote définitif, un des honorables membres du Sénat a tenu à motiver son vote contre la transaction. Pour lui, l'arrangement avec les Baring, de même que celui qu'on a conclu d'abord avec la Banque Populaire du Brésil ou les concessionnaires de ses droits, n'eût pas dû précéder la satisfaction qu'attendent encore les ayants-droit des dépôts judiciaires et les porteurs de billets de la Banque Nationale.

On avait déjà répondu ailleurs que les arrangements conclus auront précisément pour résultat de hâter et de rendre possible le remboursement des dépôts et des billets; il est à souhaiter que les faits viennent bientôt corroborer ces promesses.

L'arrangement projeté avec la Compagnie «Uruguay Limited» au sujet du chemin de fer de l'Ouest n'a pas fait un pas depuis le dépôt des rapports contradictoires de la majorité et de la minorité de la Commission chargée de l'étudier.

Alarmé sans doute des dispositions hostiles d'une partie du Congrès National et de l'ajournement prolongé de la discussion du projet négocié avec lui, M. Carroll, fondé de pouvoirs de la Compagnie a cru devoir, en sauvegarde des droits et intérêts de ses mandants, protester contre la novation stipulée dans l'arrangement Baring et dont l'acceptation par la partie qui l'a représenté restait subordonnée à la sanction des arrangements négociés avec lui.

On assure, d'autre part, dans les cercles parlementaires que le Pouvoir Exécutif serait résolu à demander la rescision du contrat primitif, moyennant une modique compensation, et à conseiller aux Chambres des modifications plus radicales encore que celles de la majorité de la Commission, si ses offres venaient à être repoussées.

Nous donnons plus loin le texte de la loi promulguée le 15 novembre courant, portant autorisation pour le Pouvoir Exécutif de contracter avec M. Pittaluga, ou toute personne ou compagnie que celui-ci désignera, l'établissement d'une fabrique ou raffinerie de sucre.

Sans rien préjuger du succès de l'entreprise qui fait l'objet de la concession sollicitée par M. Pittaluga, il convient de constater que tout ce qui tend au développement de l'industrie nationale est accueilli avec faveur par l'opinion en même temps que par les Pouvoirs Publics.

Il n'en est pas de même des projets de Banque Nationale ou Banque d'Etat qui ont recommencé à circuler.

Personne ne doute pourtant que la création d'un établissement qui donnerait au crédit commercial et agricole la vigoureuse impulsion dont on a besoin serait un grand bienfait public. La stagnation et l'inaction du capital accumulé par l'épargne et par les plus-values de l'exportation sur l'importation contribuent à prolonger une crise dont la durée normale a été dépassée.

L'Etat Oriental n'en continue pas moins à attester par des faits sa vitalité et son respect des engagements contractés. Le service des onze premiers trimestres écoulés depuis l'arrangement relatif à la Dette Consolidée et aux garanties de chemins de fer, s'est fait religieusement aux époques déterminées, et il a laissé au 31 octobre dernier un *superavit* de \$ 556.180,86 en faveur du 12^e trimestre dont l'échéance ne vient que le 1^{er} février 1895.

Ces chiffres disent assez ce qu'on pourrait espérer du pays si les énergies paralysées ou assoupies reprenaient enfin leur essor.

On en hâterait le moment en donnant aux campagnes et au commerce un certain nombre de satisfactions depuis longtemps réclamées.

Pour le commerce, la révision des tarifs de douane s'impose. Quoiqu'on a eu l'occasion d'étudier ceux qui sont en vigueur, on a pu s'assurer qu'ils fourmillent d'anomalies et qu'ils sont gros de contre-sens économiques.

Il est permis de s'étonner que la Direction des Douanes elle-même n'ait pas pris encore, l'initiative de cette révision et sollicité du Pouvoir Exécutif, tout au moins, la nomination d'une Commission d'Enquête, qui pourrait faire la lumière, si elle consentait à entendre avec impartialité les observations légitimes des professionnels.

L'absurdité des tarifs en vigueur est telle à certains égards qu'on y voit exonerés de droits les produits fabriqués alors que les matières premières dont ils sont faits, paient des droits élevés. Des articles d'une valeur vénale absolument différente paient des droits égaux, au grand détriment des classes laborieuses à qui on rend ainsi la vie plus difficile, alors que tout fait un devoir de leur en alléger les charges. On nous en citait encore récemment un exemple entre mille, à propos de la sardine à l'huile commune, dont tant d'ouvriers en Europe font un repas sur le chanter, et qui leur est ici interdite, le droit qui pèse sur cet article étant égal à celui que paie le royan destiné à la table des gens de fortune.

Quelques réclamations sont cependant entendues et donnent l'espoir légitime d'obtenir satisfaction sur d'autres points. C'est ainsi qu'on a vu avec plaisir le gouvernement se préoccuper, en prévision des prochaines récoltes, de la question des toiles d'emballage, toiles pour sacs, et en proposer le dégrèvement à l'introduction.

Une proposition pour l'établissement de 500 kilomètres de routes a été récemment présentée; il est à regretter que les conditions proposées n'aient permis d'y répondre que par une fin de non-recvoir.

Un projet d'Ecole d'Agriculture, étudié fort sérieusement par la Commission de Fomento de la Chambre des Représentants, a été l'objet d'un rapport favorable, et il est à présumer que la sanction en sera prochaine.

Des gelées tardives ont compromis partiellement les cultures de quelques régions; on a parlé de dégâts dans les vignobles de Maldonado. Les pertes connues sont minimes cependant et tout annonce une année d'abondance et de production exceptionnelle.

Par malheur ces agréables perspectives, sont un peu troublées par le bas prix d'un certain nombre de produits. Si les laines, les viandes, les suifs, etc., continuent à se débattre, contre des prix peu rémunérateurs il en résultera des déceptions que le surcroît de production aura peine à compenser.

Des plaintes assez vives se sont fait entendre dans ces derniers temps de la part des exportateurs, et ce n'est pas sans regret que nous sommes obligés de constater que ces plaintes, particulièrement dirigées contre une de nos grandes compagnies de navigation, n'apparaissent pas plus longtemps sacrifiées à Buenos Ayres, par exemple, par les Messageries Maritimes, à tel point que des marchandises dont l'expédition avait été convenue ferme ont dû rester à quai ou revenir au dépôt, les agents de Buenos Ayres ayant absorbé tout l'espace disponible ou les capitaines étant trop pressés de lever l'ancre.

Il semble qu'une répartition équitable des cales n'est pas chose impossible entre l'Agence de Buenos Ayres et celle de Montevideo. Pourquoi ne conviendrait-on pas une fois pour toutes que, sauf avis de charge insuffisante, Buenos Ayres laissera à Montevideo un nombre de mètres cubes déterminé?

Fabrique et Raffinerie de Sucre

A la date du 15 novembre courant, le Pouvoir Exécutif a promulgué la loi suivante votée par les deux Chambres.

Art. I. Le P. E. est autorisé à traiter, avec M. Fructuoso Pittaluga, ou avec la personne ou Compagnie par lui désignée, pour l'établissement d'une fabrique ou raffinerie de sucre, aux conditions suivantes:

a) La fabrique devra être installée et fonctionner dans un délai de 18 mois, à partir de la date du contrat de concession.

b) Le capital employé en terrains, édifices, machines et fonds de mouvement ne pourra être de moins de deux cent cinquante mille piastres or.

Art. II. Le concessionnaire jouira des faveurs suivantes pendant cinq ans, à partir de la date de l'installation et du fonctionnement de la fabrique:

a) Il pourra importer des sucres centrifuges, en payant un droit de 50 millèmes par kilogramme, ou le droit qui s'établira dans les lois de douane quand l'impôt deviendra inférieur à celui préalable.

b) Il pourra importer des sucres bruts, en payant deux centimes par kilogramme.

c) Il pourra introduire en franchise les mélasses.

d) L'entreprise se trouvera, en outre, sujette au paiement du droit de un pour cent additionnel qui grève l'importation de toute marchandise étrangère.

Art. III. Le concessionnaire ne pourra vendre sans les avoir d'abord raffinés les sucres introduits par lui pour la raffinerie.

La vente des sucres centrifuges, des sucres bruts ou des mélasses, sous la forme en laquelle ils auront été introduits, sera tenue pour contrebande et sujette, par conséquent, aux responsabilités établies par la loi de la matière.

Art. IV. Les alcools produits avec les résidus de la raffinerie seront sujets au même impôt interne qui grève les autres alcools produits dans le pays, et un dix pour cent de cet impôt en sus.

Si le concessionnaire exportait ces alcools dans leur état primitif ou transformés, ils ne seraient soumis à aucune contribution.

Art. V. Cette concession ne constitue pas un privilège exclusif—néanmoins l'Etat ne pourra, pendant toute la durée de la concession, accorder plus amples faveurs à personne, ni exonérer qui que ce soit des obligations imposées par la présente loi.

Art. VI.—Au cours des trois premières années de cette concession M. Pittaluga ou l'Entreprise qui le représenterait, devra planter dans le pays cent hectares de betteraves, de sorgho, ou d'autres plantes saccharines susceptibles de se développer dans le pays. Dans la quatrième année de la concession, cette plantation devra être portée à 150 hectares, et dans la 5^e à 200 hectares.

Art. VII. A la signature du contrat auquel se réfère cette loi, le concessionnaire déposera au Bureau du Crédit Public, la somme de dix mille piastres en titres de la Dette Consolidée de l'Uruguay, comme garantie du fidèle accomplissement de l'obligation qu'il contracte.

Art. VIII. Le dépôt dont parle l'art. antérieur restera acquis à l'Etat, si dans le délai fixé par l'art. I, la fabrique ne se trouvait pas installée et en état de fonctionner, ou si dans les délais fixés par l'art. IV on n'avait pas créé ou maintenu en état de production les plantations convenues.

SERVICE DE LA DETTE CONSOLIDÉE DE L'URUGUAY

Versements faits jour par jour à la Banque de Londres représentant 45 o/o des droits de douane affectés à ce service.

Excédent qui passait au 12^e trimestre finissant le 31 Janvier 1895..... \$ 556.180,86

Novembre	2	\$ 8.213,92
"	3	11.559,22
"	4	0.286,10
"	5	16.798,65
"	6	11.419,17
"	7	12.672,92
"	8	10.073,40
"	9	27.098,23
"	10	11.603,35
"	11	18.150,87
"	12	8.731,81
"	13	13.019,61
"	14	7.722,25
"	15	13.833,45
"	16	11.415,78
"	17	8.538,68
"	18	
"	19	
"	20	
		\$ 203.070,77

EXPORTATION

Saladeros.—Les saladeros de Montevideo avaient abattu, au 21 courant, 61.576 animaux contre 10.003 en 1893 et 4636 en 1892 à la même date.

Au 15 courant dans l'Uruguay il avait été abattu sur la côte orientale 11.500 animaux. A cette même date les saladeros de la République Argentine et ceux de Rio Grande n'avaient pas commencé leurs travaux.

Nous avons à signaler les affaires suivantes:

	Les	50 kll
2000 bœufs Montevideo 31 k 25 sous	\$ 16,45 fr.	56,30
sel fin Décembre	15,00	51,37
23000 id id id id	16,40	56,16
3000 id id id id 15 Décembre	16,10	55,10
3000 id id id id	16,10	55,10
31000 id id id id 15 Janvier	16,21	55,10
35000 id Paso de los Toros id fin Décembre	12,37	41,10
12000 vaches Montevideo 23 k fin Janvier	12,37	41,10
13000 id id id id	11,66	42,10
2000 id id id id fin Décembre	12,50	41,60
40000 id id id fin Janvier	11,00	42,00
23000 id Paso de los Toros id Décembre	11,89	41,75
1500/2000 id Uruguay id id id		

LES FEMINISTES A LA CHAMBRE

Une quarantaine de députés ont donné leur adhésion à la formation d'un groupe parlementaire où les droits de la femme seraient défendus et, au besoin, libellés en textes de loi.

Cette initiative est, à proprement parler, un signe des temps déjà très suggestif. Quo que chemin accompli dans la voie de l'émancipation féminine depuis 1818! L'Assemblée d'alors, cependant, ne répugnait pas aux audaces. Elle laissait Proudhon exposer à la tribune son assimilation de la propriété au vol et considérant développer ses théories folles sur la genèse de l'homme; mais jamais elle n'a voulu admettre les pétitions du genre de celles que Mme Potonié-Pierre vient de rédiger et qui lui ont valu les adhésions de députés dont je viens de parler.

Ces pétitions avaient beau être écrites parfois par George Sand, la Constituante de 1818 en a fait des gorges chaudes. L'idée surtout qu'il pourrait y avoir un Parlement où les deux sexes seraient représentés sur un pied égal excitait la verve des honorables d'alors. C'est l'un d'eux qui inspira en ce temps-là à Léon Gozlan une fantaisie où le brillant écrivain mettait en scène d'altier Finistère luttant la piquante Girondet et ce Célidon de Doubs courant Deux-Sèvres à la fois.

Et puis ce qui a ruiné la cause féministe à l'Assemblée de 1818, c'est que vraiment ses championnes étaient trop laides. Mme Eugénie Riboyot, la plus célèbre d'entre elles, avait été douée par la nature d'une irrégularité de traits tellement comique que M. Armand Marrast, le président de l'Assemblée, agacé de lui donner audience, répondit nettement: «Je refuse. Deux femmes de charge de la présidence sont en ce moment dans une position intéressante, et je ne veux pas les exposer à rencontrer Mme Riboyot dans un couloir.»

Aujourd'hui les avocates du droit des femmes sont elles moins disgraciées de la nature que leurs devancières? Je l'espère pour elles et je suis même tenté de le croire, à voir le succès significatif de leurs efforts auprès des pouvoirs publics.

Reste à savoir si ces tentatives aboutiront à quoi que ce soit de pratique, c'est-à-dire à une réforme conférant à la femme des droits politiques égaux à ceux de l'homme.

Je ne le crois pas. La Chambre actuelle n'est pas mûre pour cette nouveauté. Et, au surplus une assimilation complète des droits suppose égalité de charges. Or, la femme n'est pas assujettie au service militaire. Qu'il surgisse demain une Jeanne d'Arc prête à planter sa bannière là-bas sur la terre dont on n'ose pas prononcer le nom et alors on verra.

D'ici là on aurait tort de conférer les droits politiques dont jouit le sexe fort au sexe qui, selon l'expression antique, reste à la maison et file la laine. Mais dans le domaine des droits civils c'est autre chose. On pourrait citer mainte incapacité dont le Code a frappé la femme et dont la femme a le droit d'être relevée. Tant qu'on lui laisse la faculté d'être commerçante et de signer des billets à ordre, c'est une anomalie de paralyser chez elle la libre disposition de sa fortune. Je n'admets pas davantage qu'il lui soit interdit de faire partie d'un conseil de famille et que, comme veuve, on lui impose un subrogé tuteur pour la gestion des biens de ses enfants mineurs. Pourquoi cette humilante tutelle? Si elle gaspille le bien de ses enfants il sera toujours loisible de la pourvoir d'un conseil judiciaire ou de l'interdire au besoin comme on ferait pour un représentant du sexe laid.

Autre réforme nécessaire. On ne saurait trop multiplier pour la femme les facilités de gagner sa vie honnêtement. Diverses administrations ont cette préoccupation depuis quelque temps et elles ont lieu en général de s'en applaudir. Si le service des femmes dans les bureaux téléphoniques laisse encore tant à désirer cela tient peut-être surtout au défaut de surveillance; mais dans les chemins de fer ou aux postes, le travail féminin est très prisé. L'administrateur d'une grande ligne me disait, un jour, que les femmes sont de premier ordre pour le service si délicat et si essentiel des coupons.

Multiplications ces tentatives. C'est très joli de dire: «La femme doit être ménagée et, par conséquent, rester au logis.» Encore faut-il qu'elle ait un logis. Et qui peut lui en donner les moyens? Son mari? Hélas! Il a trop d'occasions de le boire sa paye. Croyez-moi, les deux ou trois francs que la femme peut rapporter le soir au foyer sont les bienvenus. Avec un supplément quotidien comme celui-là, nous n'aurions pas eu, la semaine dernière, l'affreux drame de la misère que l'on sait, à Montrouge.

En résumé, un enfant, ne lui garantissons pas un paradis. Les filles d'Eve le perdraient peut-être encore comme leur mère, mais c'est bien le moins que les hommes leur assurent un très confortable purgatoire.

GASTON JOLLIVET.

Pas de chance, Monsieur LE MINISTRE

Ce pauvre M. Viger n'a pas de chances. Il a eu le don de déplaire en quelques jours aux monarchistes et aux socialistes tout à la fois. Ceux-ci d'abord l'accusent d'avoir lâché ses opinions radicales pour marcher à la remorque des sacristies et des congrégations. Mais, nous dirait-on, quel a été le crime de M. Viger? Certes, il n'est pas vénal. En sa qualité de ministre de l'Agriculture M. Viger a dû, soit à Saint-Dié, soit à Limoges, où il était de passage, recevoir les autorités ainsi que le clergé. Non seulement le ministre n'a pas reçu Mgr Renouard comme un prélat dans un jeu de quilles, mais il l'a remercié et félicité de son adhésion à la République.

«Le gouvernement, lui a-t-il dit, ne saurait oublier quels grands intérêts spirituels vous représentez et auxquels il ne peut porter atteinte, car le trépan de la France est assez large pour abriter tous ses enfants dans la même communauté de dévouement à la République et à la patrie.» Dame, il n'en a pas fallu davantage pour que la *Petite République Française* accusât M. Viger de platitudes envers l'Eglise. Et voici dans quels termes s'exprime le journal socialiste sur Mgr Renouard et sur son langage conciliant:

Or, le fonctionnaire—ou plutôt le représentant de ce parti en lutte violente avec la France, en hostilités ouvertes avec la patrie depuis un siècle—à qui s'adressaient ces paroles venait de proclamer bien haut, que le clergé et lui n'acceptaient la forme républicaine que pour rester adossés aux instructions du chef suprême de la religion catholique.

Cette insolente imixtion du pape dans la politique française aurait sous n'importe quel gouvernement ayant le souci de sa dignité et le respect des bases fondamentales de la société moderne, un accueil qui eût été dispensé de sormais M. Renouard de revenir à la charge.

Ni la Restauration, ni le gouvernement de Juillet, ni l'Empire, n'auraient souffert qu'un membre du clergé déclarât n'adhérer à la forme gouvernementale que pour obéir, aux ordres du Souverain Pontife.

Aujourd'hui, la conspiration qui siège à l'Elysée est à ce point prisonnière des jésuites, qu'elle doit rester insensible aux pires affronts. A la dureté des conditions imposées aux ministres qu'on condamne à répondre par de telles généralisations à pareilles avances, on devine sans peine en quelle jésuiterie le gouvernement de la France est venu s'échouer.

Reste à savoir si le pays aura la même dureté d'épiderme que les radicaux d'antan, comme Viger, et si, un de ces quatre matins, il ne fera pas sauter aux quatre vents la jésuiterie et ceux qui sont dedans.

Voyons, le journal socialiste préférerait-il que le pape donnât l'ordre au clergé de faire la guerre à la République, de la battre en brèche sans trêve ni repos? Mais pourquoi veut-il que le gouvernement réponde par des sottises aux évêques qui viennent s'incliner devant lui et partant devant nos institutions? En quoi tout cela constitue-t-il que l'Elysée soit le siège d'une conspiration prisonnière des jésuites?

Que la Gazette de France soit très amère contre les évêques et les membres du clergé qui adhèrent publiquement à la République, nous le concevons plus facilement. Car ce sont autant de soldats et de partisans qui échappent désormais à la cause royaliste. Mais, quant à nous nous ne pouvons que nous réjouir de voir s'augmenter le nombre des recrues que fait chaque jour le bégime républicain. Et c'est pourquoi tous les républicains sincères approuveront le langage vraiment gouvernemental tenu par l'honorable M. Viger, en recevant les membres et les dignitaires du clergé, à Saint-Dié et à Limoges.

Droits et devoirs

LE FONCTIONNAIRE ET LE CITOYEN

Les journaux radicaux et socialistes, il fallait s'y attendre, se montrent très durs pour M. le ministre de l'Instruction publique et lui reprochent la mesure qu'il vient de prendre contre MM. Taurin et Olive, d'une part, et de l'autre M. Chauvelon, professeur de rhétorique au lycée de Toulouse. On sait que MM. Taurin et Olive, membres d'un Conseil général, s'étaient associés au vote contre la loi sur les anarchistes et que M. Chauvelon avait blâmé dans un journal la révocation de M. Robin, l'ex-directeur de l'orphelinat de Compiègne. Nous avions cru que l'honorable M. Luygues se contenterait d'infliger un blâme aux deux premiers fonctionnaires qui sont, l'un censeur au lycée de Marseille et l'autre instituteur. Mais le ministre a cru devoir déplacer M. Taurin et l'envoyer au lycée de Montpellier. Quant à M. Olive, il est délégué, parait-il, au Conseil départemental de l'Instruction publique. Nous ne saurions, à vrai dire, blâmer cette sévérité. Ainsi que nous l'avons fait remarquer dès le premier jour, il est absolument intolérable que des fonctionnaires, des serviteurs de l'Etat se tournent contre lui, critiquent ses décisions. Dans ce cas, ils n'ont qu'à donner leur démission. Personne ne trouvera mauvais qu'en leur qualité d'élus ils fassent alors le procès du gouvernement, même dans les termes les plus vifs. Dans le cas contraire, c'est donner franchement le spectacle de l'indiscipline, du désordre et de l'anarchie. La *Liberté* a publié, à ce sujet, des réflexions qui ne sont plus saines.

En vérité, dit-elle nous sommes honteux d'avoir à revenir encore sur une question qui, pour tout esprit sensé, ne saurait faire doute et que l'esprit de parti s'acharne à dénaturer. Il s'agit de savoir si un fonctionnaire du gouvernement, nommé et salarié par l'Etat, peut impunément faire acte public d'opposition contre l'autorité de qui il tient sa place. La plus simple raison répond que la discipline est le premier devoir de la hiérarchie administrative et que si un fonctionnaire désapprouve les actes du gouvernement ou veut pouvoir manifester librement son opinion, il n'a qu'à donner sa démission. Mais, si le persiste à rester en fonctions, tout en attaquant les pouvoirs dont il est le subordonné, on ne saurait constater l'administration de qui il dépend le droit ou de le révoquer ou de le punir de son insubordination.

Or c'est ce droit si naturel, si rationnel et si nécessaire que les feuilles d'Extrême Gauche s'obstinent à dénier au gouvernement. Il s'agit encore de la protestation du Conseil général du Doubs de Rhône à l'occasion des lois contre les anarchistes, protestation à laquelle se sont associés par leur vote certains conseillers royaux en même temps de fonctions publiques. Il s'agit aussi de l'Université, professeur au lycée de Toulouse vient de prendre ouvertement parti pour M. Robin contre le ministre qui l'a révoqué. Déjà le gouvernement avait dû contre un des conseillers généraux de Marseille, M. Deleuil, juger d'insubordination.

Il vient de frapper également les deux autres qui se trouvent dans le même cas: M. Taurin, censeur de lycée, qui est envoyé à Montpellier, et M. Olive, instituteur qui est délégué au conseil départemental de l'Instruction publique. A son tour, M. Chauvelon, le pénétrant de M. Robin, reçoit une autre destination.

Eh bien, sur ces résolutions qui ont le monarque approuver, les journaux radicaux et socialistes jettent de nouveaux les hauts cris. Qu'ils veulent-ils donc? Que le gouvernement permette à ses fonctionnaires de s'insurger, d'ouvrir ment contre lui? A coup sûr, si leur parti était au pouvoir, il ne le permettrait pas et il aurait parfaitement raison. Comment pouvaient-ils condamner et réprocher ce qu'ils fontent certainement eux-mêmes s'ils étaient le gouvernement?

CARNE LIQUIDA

(VIANDE LIQUIDE)

Extracto Líquido

PIJENO Y PEPTONIZADO

DOCTOR VALDEZ GARCIA

FABRICADO

VILLEUR Y VALDEZ GARCIA

DE MONTEVIDEO (AMERICA DEL SUR)

Calle URUGUAY N.º 175



EN VENTA

EN LAS MEJORES FARMACIAS

AGENTES GENERALES EN EL ESTRANGERO
G. Ortuño, Cangallo 1060, Buenos Aires.
E. Ayala, P. O. Box 3120, New York.
Gregorio Ortuño, Piazza Campello, 8
Genova.
J. Michel, V. Elisabeth, Vesinet-Paris.
Vicente Ferrer y Ca., Barcelona.
J. J. G. L. L.

Medalla de oro Paris 1889--Medalla de oro Barcelona 1888

El mejor extracto de carne, sumamente agradable y el tónico más positivo y de más seguro y rápido resultado.
El más barato de todos los preparados de peptona, cada cucharada equivale a una costilla de vaca.
Sin rival para el lunch y para la preparación de salsas y caldos instantáneos.
La alimentación de los enfermos asegurada por grave que sea su estado y sin fatigar su estómago.

HOTEL DE PROVENCE

TENU PAR

Auguste Gebelin

GRANDES COMMODITÉS POUR VOYAGEURS
On prend des pensionnaires à prix très mo-
dérés.

Nourriture et logement 1 piastre 20 par
jour.

Salons pour familles—On porte à domi-
cile.

A côté du Palais du gouvernement, à portée
de tous les tramways, près du Théâtre Solis.
CALLE 148. 150, 152 ET 154

LA REVOLUCION ECONOMICA

SASTRERIA

EGIDIO INTROZZI

La maison vient de recevoir un grand assorti-
ment de draps bien choisis pour la saison d'é-
té. Elle confectionne des costumes sur mesure
depuis le prix de 12, 14, 15, 16 et 18 piastres
chaque costume complet.

238--CALLE RINCON--240

(Entre Juncal et Cerro)

MONTEVIDEO

Aviso al Público

AL PROGRESO DE PARIS

DE FRANCISCO VALENTE, A. NAVARRETTO, B. T.



Renovación de bronce de arte
antiguo y moderno, adornos
de sala, arañas de gas y de pla-
nos, camas de bronce, doradas,
plata, níquel, al galvano
plástico y otros sistemas oxida-
ción especial sobre todos meta-
les, composiciones de lamparas,
de todas clases y sistemas, loza,
cristales, colocación y composi-
ción de campanillas eléctricas, se-
ñales, flores, níquel, bronce y
oxidado sobre todos metales en los
colores diferentes, se retoran es-
tatuas de metal de terracota de-
jándolas como salen de fábrica
especialidad para dorar ó pla-
tear ornamentos de iglesia.

Advertencia

Todo trabajo que reciba a casa se firma el plazo de 3
meses para retirarlo, y pasado dicho tiempo no se aten-
dera reclamo alguno.

Casa Principal: 18 de Julio
núm. 464

Sucursal: Calle Colonia 101. Teléfono La
Cooperativa 455.

Marie Lopez

Domicilio: rue MALDONADO 257
(achetouse d'articles de mode). Est prié o
de passer pour affaire qui la concerne rue
San José 100b ou Sarandi 257. Maison
de modes et nouveautés pour chapeaux
et capotes de dames et enfants. Confec-
tion et réparation, à la maison mère:
APARICION DE LA MODA

SAN JOSE 100B

J. S. Gontharet.

Attention! Le matelas national

A FAIT SON APPARITION

Supérieur à toute fabrication antérieure, hy-
giénique, insecticide, uni, en fil de fer nickelé
avec l'élasticité au goût du client, ne faisant
aucun bruit et de belle apparence. On les fabri-
que à la mesure, les demandes par écrit sont
immédiatement servies. Exposition Rue Colonia
numéro 51.

WILLIAM WICKLE Y CA.

64--CERRO LARGO 64--MONTEVIDEO

Grandes depósitos de instrumentos
DE AGRICULTURA

SEGADORA ATADORA DE HORNSBY

La Trilladora y Motor Hornsby

INTRODUCTORES DE: Hierros de todas clases, para
carreros, carpinteros, etc., etc., como también
trantes y vigas de fierro para construcciones
Azulejos, Inodoros, tierra romana, etc.

Alambre para cercos, de acero y de fierro patente y media patente—Alambre galvanizado
para telégrafos—Estiradores y piques de fierro. Fierro galvanizado para techos, idem liso—
Zinc de todos los números.—Caballetes, tornillos, clavos y rosetas galvanizadas—Flejes de to-
das clases.—Hoja lata de todas clases y tamaños.—Ollas de tres pies, ollas y cacerolas, estaña-
das.—Moldes sencillos, reforzados y remachados.—Loza piedra, abrada.—Porcelana, vidriera y
cristalería.—Ceniza de soda.—Soda cáustica y variado surtido de artículos
Únicos agentes en el Uruguay de las máquinas y colas, industriales, etc. etc.
Hornsby y Sons de Grantham, Inglaterra.
Portland marca legítima ELEFANTE.

AUX VITICULTEURS

Greffez vos vignes sur Rupesitris ou Riparias seul moyen efficace contre le Phylloxera La ferme Giot à Colon-
posse 20 hectares de Plantes mères et une grande quantité de ces espèces les plus pures et les plus résistan-
tes au Phylloxera, et peut disposer d'un million (1.000.000) de plants pour la saison prochaine.
On peut visiter les plantations, et se rendre compte des avantages qu'on trouvera en achetant ici, des plantes
saines et fraîches sans risque d'en perdre aucune, l'une purée garantie et meilleur compte que celles d'Europe.
A 20 le mille pour les plantes en racine.
A 12 le mille pour les sarments.

LEGATION DE FRANCE

LISTE DES PERSONNES DE NATIONALITÉ OU D'OR-
gine française QUI AURAIENT INTÉRÊT À RECE-
voir ou À FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS À LA Lé-
gation.

Montevideo, Novembre 9 1891.

Audap (Pierre).—Autchisky.
Beaupuy frères.—Bourdell (Pierre).—Borard
(André Alexandre).—Benavides (Vicior).
Cesimil (Pierre).—Cousté (Marie).—Cazassus
(Lucien Libo).—Caulissens (Poumarou J.).
Caumont (P.).
Dupuy (Girons).—Dugenne (Alexandra Ru-
gène).—Dautier (Emile Amédée).—Doal (Jean
Baptiste).
Escutary (Joseph).—Etchazintey Etchart
(Jean).—Etchebarne (P.).
Frère (Eugène).
Gasc (Jean François).
Hoel (Félicienne Emile).—Haramburu.
Jacquet (Emile).
Keromes (François).
Lons (Laurent).—Lacave (Désiré Martin).—
Larrey (Eugène).—Lamotlie Mm. née Agallie
Pouilly.—Laffargue (Félix).—Lacoste (Pierre).
Noel Mm.—Nogaro (André).
Oger (Gustave Ferdinand).
Palet (Charles).
Roday (Pierre).—Reginensi (Joseph Félix).
Rollin (Melanie).—Rousseau (Aimée épouse
Rossignol).—Rouillon (Auguste).
Sauliran (Mlle).—Santurio (Marcelino).
Taillade (Jean Baptiste).—Thouin (Joso-
phine).
A. B. Saint Chaffray,
Ministre de France.

Manuel R. Alonso

ESCRIBANO

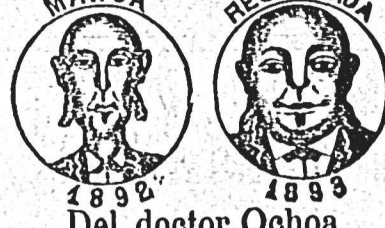
Calle 18 de Julio n.º 72 (altos)

Le Docteur Baena

A transferé son cabinet de consultation à la
calle Sarandí n.º 210—Heures de 1 à 3 p.

VERMOUTH ANTI ANÉMICO

URUGUAYO



Del doctor Ochoa

COMPUESTO DE EXTRACTO DE CARNE, JUGO DE UVA,
QUINA, CANELA, NARANJA Y VALERIANA—CON
PRIVILEGIO EXCLUSIVO DEL SUPERIOR GO-
BIERNO.

Es incomparable a la leche y coñac
después del baño y antes de cada comi-
da; sobre todo para las señoras y niños.

Una copa de la usual para el Opor-
to contiene mas de sesenta gramos de
carne.

El prospecto que cada botella lleva, in-
dica sus virtudes.

Se vende en los establecimientos bal-
nearios y principales farmacias. Depósi-
to general Llaguno Hermanos calle Rin-
con n.º 178 y Damarchi Parodi y Cla-
Cerrito 271.

Restaurant du Panier Fleuri

237--JUNCOAL--237

TENU PAR MME. GRACIANA INCHAUROBTA

Déjeuner à prix fixe 4 réaux.

Dinner

A la carte 0 centésimos (s'x sous)

lo plat.

P. S. N. C.

PACIFIC STEAM NAVIGATION COMPANY
Línea quincenal de vapores entre Liverpool, Rio
de la Plata y el Pacifico

Salidas sujetas a modificación
KI VAPOR PAQUETE INGLÉS

IBERIA

Capitan: G. MASSEY R. M. R.

Saldrá el 12 de Diciembre de 1894

Para Rio Janeiro, Bahia, Pernambuco,

LISBOA,

La Pallice, (La Rochelle)

Plymouth y Liverpool

GRAN REBAJA EN LA TARIFA DE PASAJES
PASAJES A VIGO EN 3ª CLASE \$ 30 ORO LIBRE DE GASTOS DE CUARENTENA
A bordo de todos los vapores se sirve vino de mesa gratis a los pasajeros
EN TODAS LAS CLASES

Durante la estancia de cuarentena para las procedencias del Brasil, la compañía
despachará mensualmente un vapor directamente desde Europa para el Rio de la
Plata.

Todos los vapores llevan médico y mucama, están iluminados a luz eléctrica y
provistos de todas las mejoras modernas para la comodidad de los pasajeros.

WILSON SONS Y Ca. LIMITED

AGENTES EN

MONTEVIDEO

Calle 25 de Mayo 214

BUENOS AIRES

Reconquista 365

Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco y San

Vicente C. V.

Banque Française--L. B. Supervielle

232--RUE 25 DE MAYO--234

AGENCE A BUENOS AIRES: RUE PIEDAD 309--311

La Banque émet des traites à terme, à vue et télégraphiques, sur toutes les places d'Europe,
Sur Buenos Ayres, Rosario, Rio de Janeiro, et ports du Brésil.

Service spécial par la poste sur tous les points de France, Italie,
et Espagne. Vente et achat de billets de Banque Argentins,
Brésiliens, Français, Anglais et de la Banque Nationale

LA BANQUE: Émet des lettres de crédit, achète et vend toute classe de fonds publics, titres et
cédés, etc., et les reçoit en dépôt pour l'encaissement des coupons et dividendes,
fait des avances sur tous les fonds cotés à la Bourse.

Service Télégraphique spécial

FIL DIRECT ENTRE

Montevideo et Buenos Aires

Achat et vente d'or et de titres
Paiements et encaissements sur les deux places
Et toutes opérations de Banque

La Banque est ouverte les jours fériés de 9 h. a 11
du matin.

Aux éleveurs et négociants

DU RIO DE LA PLATA



Ayant été nommés seuls concessionnaires dans
le République du Rio de la Plata pour la ven-
te de l'Extrait de tabac de Virginie du
gouvernement hongrois, nous vendons
ce produit antitabac sous la marque enregis-
trée de El Esquilador. Comme remède puis-
sant et infailible contre la gale chez le mouton
cet extrait l'emporte sur tous les autres, car
nous lui garantissons une force de ni-
cotine de 0.00 (analyse pratiquée par les
chimistes bien connus Dr Arata et Archava-
leta. 0.735 010) D'autre part, notre préparation
est à meilleur marché, puisque sa grande dose
de nicotine permet d'y ajouter une quantité
d'eau plus grande que chez les similaires.

Inutile de nous étendre sur les grands avantages offerts par l'extrait de tabac,
comparé avec d'autres composés chimiques, et la meilleure preuve de la supériorité
de El Esquilador sur tout autre produit antitabac, sera le résultat pratique
obtenue par ceux qui voudront bien nous en demander un spécimen à titre d'essai.
Metzen Vincent y Ca.
(Misiones 84 c)

JULES MARY 71

LES ENFANTS MARTYRS

PREMIERE PARTIE

La Maison des Anglaises

En une seconde, il fut aux prises avec Papil-
lon. Et Jennekin laissait échapper un cri de
fureur colérique.

—Ronflaud! le chien du brigadier Pimper-
lot!

Déjà les deux chiens roulaient et se mor-
daient cruellement. Ils étaient jeunes tous deux
et d'égal force. Mais Papillon, embarrassé
par sa lourde charge de conrobance, aurait
eu le dessous inévitablement s'il avait été seul.
Et ces chiens, entre eux, sont ennemis féroces.
Ils ne se pardonnent pas. Lorsqu'ils se rencon-
trent, c'est le combat. Et, après le combat, il y
a toujours un mort.

Heureusement pour Papillon, son maître
était là.

Un coup du terrible baton de Jennekin, sur

les reins de Ronflaud termina la lutte. Ron-
flaud tomba. Ses patois se raidirent, frémissant
tout à coup, comme si elles avaient été traver-
sées par un courant électrique; puis il resta
immobilité, le bout de la langue pendait entre
les crocs.

Il était mort.

—Ne perdons pas de temps, fit Jennekin. Il
s'agit de jouer des jambes. Le chien est peut-
être loin de son maître, et il est possible que le
danger ne soit pas très grand. Mais, dans tous
les cas, même si nous sommes poursuivis, n'a-
bandonnez vos ballots qu'à la dernière extré-
mité. Alors, choisissez un fourré très épais, un
ravin, une roche, et cachez les. Plus tard, nous
viendrons les reprendre.

—Vous nous quittez donc dit Bartine, effa-
ré.

—Pas maintenant, non... mais ça peut ar-
river... J'ai de bonnes jambes, même avec
cent livres, sur le dos, et je ne crains person-
ne à la course. Avec de l'avance, je m'en tirerai.

—Mais nous nous perdrons dans la forêt.

Jennekin haussa les épaules.

—A la grâce de Dieu! voulait dire ce ges-

Ils repartirent.

Une demi-heure se passa. Puis Papillon re-
commença à donner des signes d'inquiétude.
Et, cette fois, il indiquait clairement que le dan-
ger se rapprochait et venait des deux côtés à
la fois, en avant et en arrière.

Jennekin eut un juron et murmura:

—Nous sommes cernés...

Dans le lolaït, il perçut une voix qu'il re-
connut.

Et les enfants eux-mêmes pouvaient enten-
dre:

—Ronflaud! Ronflaud!

C'était le brigadier Pimperlot qui rappe-
lait son chien.

Jennekin était pris dans une embuscade Lor-
qu'en avant de Chimay il avait fait sur la fron-
tière une rapide reconnaissance, Papillon ne
l'avait pas trompé en lui signalant les douaniers
sur sa droite; mais les douaniers, faisaient alors
une feinte, et, par un long détour, étaient re-
venus prendre position le long du ravin de la
rivière Blanche.

Ronflaud avait signalé le passage des frau-
deurs; et, malgré Pimperlot, reconnaissant sans
doute aux émanations le griffon avec lequel il

avait eu déjà maille à partir, il s'était élancé,
échappant au brigadier.

Sa désobéissance lui avait coûté la vie.

Du moins, Pimperlot avait vu les contre-
bandiers s'éloigner dans la forêt. Et, attendant tout
de suite sa ligne de douaniers, de poste en po-
ste, il se mit à rabattre Jennekin et les deux en-
fants sur la seconde ligne.

Jennekin ne se trompait donc pas. Papillon
non plus.

Ils étaient pris entre deux feux.

La situation devenait grave. Le fraudeur ne
se le dissimulait pas. Mais, bien des fois, son
agilité et son audace l'avaient fait échapper à
d'aussi grands dangers.

—Commencez par délier les courroies de vos
ballots, commanda-t-il aux enfants.

Lui, gardait sa charge; mais il débarrassa
Papillon, qui se secoua aussitôt et se mit à bon-
dir autour d'eux, à l'égé

Il cachait les ballots des enfants et la charge
du chien au pied d'un hêtre, où les enfants fu-
rent très surpris de lui voir soulever le couver-
cle en bois d'une cachette profonde.

Il recouvrit le tout de neige, aidé par les po-
lits.

Puis, la nuit, bien qu'elle fût claire, les pro-
tégait.

—En avant dit Jennekin.

Et ils se rejetèrent dans les fourrés, tantôt
marchant tantôt courant, tantôt rampant.

Un aboiement de chien, en avant, les força
de s'arrêter.

Et, derrière eux, toujours l'appel du brigadier
Pimperlot:

—Ronflaud! Ronflaud!

Papillon, soudain, fit quelques bonds et se
dressa de toute sa hauteur sur ses pattes de der-
rière.

—A bas, Papillon! A bas, Papillon, dit Jen-
nekin.

Mais le griffon répondit par un cri de colère
au cri de provocation qu'il avait entendu dans le
lointain du bois.

Il s'élança. Rien ne peut le retenir. Il a dis-
paru.

—Tonnerre! jure Jennekin. Ça va mal...
Et ralement, aux petites:

—Allons, vous autres, sautez qui peut...

(A suivre.)